

CRIMINALISATION FINANCIÈRE : UNE AUTRE MONDIALISATION

ALAIN BAUER*

L'idée d'un criminel isolé, violent, que l'on pourrait traiter au cas par cas, a peu à peu été submergée par une criminalité financière organisée et structurée, aux marges de profit immenses et que l'on continue à feindre de ne pas voir.

Le crime est un secteur porteur. Peu soumise aux variations économiques, l'entreprise criminelle sait choisir ses marchés, investit dans la R&D (recherche et développement), développe des zones de chalandise, dispose de marges considérables et a appris les recettes de l'investisseur actif.

De la « récession *yakuza* » des années 1980, en passant par les *savings and loans* (caisses d'épargne) américaines de la même période, puis par le Mexique, la Russie ou la Thaïlande, une série de crises financières à dimension criminelle – plus ou moins prononcée – a ébranlé les principaux pays du monde depuis les trente dernières années, et ce, sans aucune attention des régulateurs centraux, alors même que le FMI (Fonds monétaire international) estime la masse d'argent sale entre 1 % et 5 % du PIB mondial.

Cet article présente quelques cas parmi les plus emblématiques et montre l'imprégnation grandissante de la finance par le crime organisé qui prospère désormais au cœur des États.

RETOUR SUR QUELQUES CAS EMBLÉMATIQUES

La crise des *savings and loans*

La crise des *savings and loans* a ravagé les caisses d'épargne américaines au cours des années 1980. Près des deux tiers d'entre elles ont alors disparu dans des faillites

* Professeur de criminologie, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), New York, Beijing.

clairement frauduleuses. Le coût de cette crise est estimé à environ 160 Md\$, dont 124,6 Md\$ assumés directement par le Trésor américain ; soit un coût équivalent à celui de la Seconde Guerre mondiale¹. Selon la Cour des comptes américaine (General Accounting Office) et les multiples enquêtes judiciaires, universitaires et journalistiques menées depuis, ces faillites ont été le résultat de malversations géantes et systématiques, menées de l'intérieur des caisses d'épargne elles-mêmes par certains de leurs dirigeants, en liaison avec des membres du Milieu traditionnel.

Les caisses d'épargne souvent n'étaient régies par aucun contrôle efficace. Le *Garn-St Germain Act* voté en 1982 avait presque entièrement dérégulé ce secteur pourtant si sensible aux appétits criminels. Les mafias locales se sont alors engouffrées dans cette faille. Des prêts sur documents falsifiés, à très faibles taux, accordés dans des conditions très « souples » à des « amis » se sont multipliés. Parallèlement, le truquage de la comptabilité des caisses d'épargne pour dissimuler les pertes abyssales est systématique. En 1987, l'*attorney* général des États-Unis reconnaît l'existence de ces fraudes massives. L'essentiel des gains illicites engrangés par ces fraudeurs a ensuite « disparu » dans des paradis fiscaux. Le marché américain de la construction s'effondre également passant entre 1986 et 1991 de 1,8 million de maisons construites par an à 1 million.

La « récession *yakuza* »

Les *yakuza* japonais sont parmi les organisations les plus puissantes du crime organisé. En 2010, on dénombrait près de 90 000 membres regroupés dans les trois principales fédérations criminelles (Inagawa-kai, Yamaguchi-gumi, Sumiyoshi-rengo). Ces organisations s'occupent de tout le panel criminel traditionnel : le racket et la protection, le trafic d'armes, la prostitution, la pornographie, le jeu illégal (Pachinko), la contrebande. Dans les années 1980, les *jusen* (coopératives de prêts immobiliers) ont largement été victimes d'emprunts falsifiés, dont une grande partie demandée par des sociétés en « odeur de *yakuza* ». Selon le gouvernement japonais, pour la seule année 1999, plus de 40 % des prêts destinés à la construction se retrouvaient en fait entre les mains du crime organisé. En 2002, on estimait encore que les « mauvaises créances » – en fait des « créances mafieuses » pour l'essentiel – se situaient entre 800 Md\$ et 1 600 Md\$. Selon la police nationale japonaise, environ la moitié des « mauvaises créances » seraient non recouvrables parce qu'elles mettent en cause le crime organisé. Selon la chaîne NHK, deux compagnies japonaises sur cinq entretenaient des liens avec les *yakuza*. Après avoir poussé à la hausse, les *yakuza* décidèrent de racheter des biens immobiliers à vil prix et de bloquer par la force la liquidation du passif de certaines entreprises. D'ailleurs, les rares banquiers qui s'y risqueront seront menacés et pour certains assassinés. Ainsi, la durée exceptionnelle de la crise japonaise, malgré de multiples et larges plans de relance, ne peut se comprendre qu'en intégrant la dimension criminelle, les *yakuza* socialisant les pertes de leurs

emprunts non remboursés et privatisant les bénéfiques mafieux. Le pays ne s'en est toujours pas remis.

Les « barons voleurs » russes

La transition vers l'économie de marché commence pour la Fédération russe à la fin de 1991. À partir de 1992, la Russie privatise massivement, une « thérapie de choc » étant lancée à partir de 1994 : 50 % du secteur public (plus de 100 000 entreprises d'État) est alors privatisé. Cette déréglementation à marche forcée de l'économie se fait dans des conditions très douteuses. Les privatisations et le contrôle des matières premières vont principalement bénéficier aux hommes d'affaires proches du pouvoir. On assiste alors à un accaparement des biens publics par une coterie. Ces nouveaux « barons voleurs » deviennent connus sous le vocable d'« oligarques ».

Conscients de la précarité de leur situation, ces affairistes, parfois adossés au monde criminel alors en pleine renaissance, placent à l'étranger dans des paradis fiscaux et bancaires leur fortune. Dans ce contexte de privatisations « hâtives », la transition s'est d'abord traduite par une division par deux du PIB. Le chômage, qui s'élevait à moins de 0,1 % de la population active au début des années 1990, a grimpé jusqu'à 7,5 % en 1994. Dans le même temps, selon Stuckler, King et McKee (2009), le taux de mortalité augmenta quatre fois plus vite en Russie que dans les pays comparables. La dépression économique culmine avec la crise financière de 1998 marquée par une dévaluation brutale du rouble et un défaut sur la dette russe. L'évasion criminelle des capitaux durant cette période est estimée à 100 Md\$. On notera d'ailleurs qu'une partie non négligeable de l'argent injecté par les institutions internationales (FMI et Banque mondiale), pour sauver le pays des dégâts engendrés par la « thérapie de choc », est à son tour détourné et placé à nouveau hors de Russie.

La « crise tequila » au Mexique

La crise mexicaine de 1994-1995, appelée la « crise tequila », est d'abord, en grande partie, un « effet cocaïne ». En captant, dès le début des années 1990, une part très importante du chiffre d'affaires de la drogue colombienne exportée vers les États-Unis, les trafiquants mexicains récupèrent plus de 10 Md\$ par an. Les privatisations entreprises sous la présidence Salinas (1988-1994) sont aussi l'occasion de recycler les narcoprofits, notamment dans le secteur bancaire lui-même privatisé. Après la crise de 1994-1995, ces banques devront plus de 120 Md\$, pris en charge par le Trésor Public. Le blanchiment se combine avec l'afflux de capitaux internationaux pour créer une immense liquidité dans l'économie et une double « bulle » immobilière et boursière. S'ils ne représentent,

au début, que 1 % à 3 % du PIB mexicain, les narcodollars faussent les marchés au profit des réseaux mafieux, dans le commerce comme dans la banque. La « prime de blanchiment » dont ils disposent leur permet d'être plus compétitifs et, au besoin, d'absorber leurs concurrents, tout en privilégiant les investissements spéculatifs à court terme. Et l'accès au crédit permet à la fois de recycler les capitaux d'origine douteuse et de démultiplier leur impact. L'injection des narcodollars a ainsi contribué à détériorer les échanges et à précipiter les défauts de paiement, générant ainsi la dévaluation et la crise financière. Elle en coûtera plus de 100 Md\$ au Trésor mexicain avec un chômage multiplié par trois.

La crise thaïlandaise

La Thaïlande, d'où partit la crise asiatique de 1997, a connu un scénario du même type. L'équivalent d'environ 10 % du PIB thaïlandais était contrôlé par les réseaux du crime organisé qui tiraient essentiellement profit des jeux illicites, de la prostitution et du trafic de stupéfiants exportés à partir de la Birmanie. Comme au Mexique, l'afflux de capitaux étrangers à court terme accéléra la dynamique spéculative. La détérioration des comptes extérieurs, aggravée par la hausse du dollar et le rétrécissement des débouchés à l'exportation, précipita la dévaluation du baht.

Mais le système politique et financier local joua aussi un rôle en favorisant massivement le blanchiment des profits illicites et mafieux. À la fin de 1999, alors que le PIB thaïlandais s'était contracté de 10 % dès 1998 et que les surcapacités immobilières étaient estimées à plus de 300 000 unités à Bangkok, les prix de vente n'avaient pas baissé. Cette stabilité, incompréhensible en termes de marché, devient claire si l'on prend en compte l'emprise des circuits de blanchiment...

Les fraudes à la base de la crise des *subprimes*

Comme le souligne l'expert Noël Pons, la crise qui a éclaté en 2009 est dans sa mécanique quasi identique à celle des années 1980, sauf pour les acteurs (Pons, 2009). Dans une nouvelle configuration, les banques sont désormais alimentées en demandes de prêts par des courtiers spécialisés (*mortgage brokers*) qui promettent tout. Nombre de dossiers à la base sont pudiquement qualifiés de « non documentés » ; ils sont en fait truqués et relèvent à la fois de l'escroquerie, de l'abus de confiance et du faux en écritures. Ces courtiers adossés aux prêteurs hypothécaires (*mortgage lenders*) distribuent des prêts douteux, dits « prédateurs », consistant en fait à prêter beaucoup à des populations vulnérables (pauvres, minorités...). Le montant des prêts dépasse fréquemment les 125 % de la valeur du bien, objet de l'emprunt, dont la valeur est elle-même fortement surévaluée et l'emprunteur souvent incapable de rembourser le capital selon un principe

interest only qui ne peut prospérer que sur la spéculation. Tant que le marché monte, l'illusion fonctionne. Toute l'économie, gavée de dettes, est devenue une « économie pyramidale », un gigantesque système de Ponzi. Pour masquer ces réalités, les banques entreprennent de regrouper dans des pots communs les prêts en les titrisant, puis dans un deuxième temps, en mêlant ces titres « pourris » avec d'autres créances dans des structures globales qui seront elles-mêmes survalorisées. Un cocktail de dérivés de fonds basés sur rien, mais fortement spéculatifs. Naturellement, les comptes sont également truqués ou externalisés. Dans un troisième temps, ces structures « globalisées » sont assurées, puis réassurées et enfin revendues à des investisseurs logés pour beaucoup dans des paradis fiscaux. Les créances revendues servent elles-mêmes de levier pour « lever » des emprunts auprès des grandes banques d'affaires. Ces dernières placent ces valeurs virtuelles auprès d'autres banques notamment étrangères, des collectivités locales, des associations... Du bas en haut de l'échelle, ces manœuvres sont, sinon toujours clairement frauduleuses, du moins souvent très louches. La criminalisation des marchés économiques et financiers sera dénoncée par Michael Mukasey, l'*attorney* général de Georges Bush, le 23 avril 2008. Quelques mois avant le déclenchement de la crise des *subprimes*, sans pour autant pouvoir l'empêcher.

L'IMPRÉGNATION DE LA FINANCE PAR LE CRIME ORGANISÉ

On ne saurait oublier la création d'une banque criminelle, la BCCI, fondée au Pakistan en 1972, puis basée au Luxembourg et dans les îles Caïmans, et qui sombrera en 1991, accusée de blanchir les bénéfices du trafic de stupéfiants du dictateur du Panama, le général Noriega.

Sans grand effet pour le reste de la planète médiatique, l'ancien directeur général de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) pouvait, à la fin de 2009, expliquer au quotidien britannique *The Guardian* (13 décembre 2009) que l'essentiel des 350 Md\$ des profits estimés du trafic de stupéfiants avait pu être efficacement utilisé pour sauver une partie du système bancaire désespérément à la recherche de liquidités.

Plus récemment, l'agence antidroque américaine (DEA – Drug Enforcement Administration) et le fisc américain (IRS – Internal Revenue Service) ont terminé une enquête faisant suite à l'interception d'un DC9 à Ciudad del Carmen au Mexique en avril 2006. Outre 5,7 tonnes de cocaïne (dont la valeur marchande dépassait 100 M\$), les services de sécurité mexicains et américains découvraient à bord de nombreux bordereaux mettant en cause l'une des plus importantes banques américaines (Wachovia), rachetée depuis par le Groupe Wells Fargo. Le blanchiment découvert dépassait plusieurs centaines de milliards de dollars (378 Md\$, soit un tiers du PIB mexicain) uniquement en opérations de change

à partir de petits bureaux locaux, particulièrement à partir de 2004. La banque négocia l'abandon des poursuites contre une symbolique amende de 110 M\$. Selon le procureur fédéral Jeffrey Sloan, le comportement de Wachovia « a donné une carte blanche aux cartels pour financer leurs opérations ».

Wachovia fut informée en interne et par d'autres opérateurs du système financier international, mais n'en tint aucun compte et ses profits en furent durablement boostés. L'usage massif de *traveller's check* en euros échangés un peu partout dans le monde dans des proportions sans commune mesure avec les besoins d'un touriste, même fort dispendieux, n'a pas plus forcé la banque à réagir, comme le souligne le journal anglais *The Observer* dans une enquête publiée au début d'avril 2011. Au contraire, son service de *compliance* a décidé de licencier l'émetteur interne des alertes, tout en aidant à l'achat d'avions permettant le développement du trafic, interceptés un peu plus tard avec deux tonnes de cocaïne en soute.

Ici et là, aux frontières des Balkans, aux États-Unis, au Liban, dans le Golfe persique, on découvre, ou on feint de découvrir, des agences bancaires, des filiales ou des organismes bancaires presque entièrement dédiés non seulement au blanchiment traditionnel, mais également à l'investissement criminel. Une industrie « officielle » du financement du crime est née, utilisant les méthodes et les outils des systèmes financiers classiques. Aucun de ces événements n'est véritablement isolé. S'il n'existe probablement pas encore d'organisation centralisée du crime, les modalités de coopération se développent et le poids des organisations criminelles extra-européennes sur le vieux continent se fait de plus en plus sentir.

Plus récemment, le rapport OCTA (*Organised Crime Threat Assessment*) publié par Europol sur le crime organisé souligne l'apport de plus en plus significatif des spécialistes des questions financières aux activités criminelles, tant la course au « bonus » surpasse les considérations légales ou morales.

L'hybridation de plus en plus développée des organisations criminelles, leur développement en conglomérat couvrant de plus en plus de secteur et leur rôle comme agent économique majeur en période de crise leur offrent de nouveaux débouchés et de nouveaux espaces d'activité. Il n'y a plus seulement une zone « grise » marginale et secondaire, mais une entreprise criminelle mondialisée qui a réussi, en se faufilant par tous les interstices laissés ouverts par les obsessions étatiques nostalgiques d'un monde ancien, à prendre place au tout premier rang des opérateurs économiques de la planète.

Le crime et la finance ne vivent plus seulement côte à côte. La finance mondiale n'est plus seulement la victime des attaques à main armée ou des détournements informatiques. Une partie du secteur a choisi d'investir avec le crime et parfois dans les activités criminelles. L'appât du gain est devenu un puissant moteur du développement des activités illégales ou illicites, bien au-delà de la traditionnelle « optimisation fiscale » qui justifiait si bien l'existence de places *offshore* pour de nombreuses banques ayant pignon sur rue.

LA CRIMINALITÉ DÉSORMAIS AU CŒUR DES ÉTATS

Non seulement la mondialisation criminelle n'a pas attendu celle des États, mais aussi elle les a atteints en plein cœur. De plus, considérant la faiblesse de certains États, les cartels criminels ont décidé de recréer des territoires qui ne sont plus limités à quelques jungles difficiles d'accès, comme ce fut le cas pour les FARC en Colombie ou du Triangle d'or birman.

Ainsi, depuis quelques années, les conflits entre cartels mexicains au nord du pays se sont traduits par des massacres dont la quantification dépasse désormais le bilan des conflits afghans et irakiens réunis. Dans certaines villes mexicaines, de véritables armées, équipées et en uniformes, tentent de prendre le contrôle des localités dans de véritables batailles rangées. C'est aussi irrégulièrement le cas lors de confrontations avec les gardes frontières américains confrontés à des véhicules blindés des cartels.

Le 20 septembre 2011, l'un des cartels a ainsi « livré » en pleine ville de Bocadel Rio, une cargaison de trente-cinq cadavres, la plupart torturés ou mutilés. Régulièrement, des « livraisons » de dizaines de cadavres sont recensées un peu partout dans le nord du Mexique.

À Karachi, une ville de vingt millions d'habitants, la guerre se poursuit au quotidien et dépasse largement les opérations commandées par des Talibans contre l'État pakistanais ou les Occidentaux.

La situation se dégrade au jour le jour au Guatemala, fief des Maras. La piraterie se développe à un rythme quasi exponentiel dans le golfe d'Aden et au large de la Somalie, gagnant des territoires maritimes de plus en plus étendus.

Les autorités chinoises, souvent discrètes, ont ainsi publiquement annoncé avoir démantelé des triades fortement implantées et arrêté récemment plusieurs milliers d'individus en raison de leurs activités criminelles.

Les actions de la criminalité organisée sont devenues de véritables opérations militaires, disposant de moyens de plus en plus modernes et capables de se confronter aux forces étatiques les plus structurées, et pas seulement dans des États échoués.

Il semble encore difficile à certains grands États d'admettre la réalité d'un monde chaotique qui se développe malgré eux. Les structures publiques rêvent encore d'un espace disparu ou seules des superpuissances feraient régner un ordre supérieur, uniquement perturbé par quelques opérateurs criminels se contentant du tout-venant habituel. Il sera toujours temps de forger un concept médiatique pour traiter, après « l'hyperterrorisme », de « l'hypercriminalité ». En attendant cette révélation tardive, le crime se développe. Il est devenu un acteur financier majeur et est en train de se construire un espace géopolitique impressionnant.

Les écarts entre le chiffre d'affaires du crime et la réponse publique restent immenses. L'ONUDC a ainsi indiqué que les criminels, les trafiquants de drogue en particulier, auraient blanchi environ 1 600 Md\$ en 2009 (environ

1 157 Md€). Cela représente 2,7 % du PIB mondial. Ce chiffre est cohérent avec les estimations du FMI qui situent le blanchiment d'argent entre 2 % et 5 % d'après l'ONUUDC. Moins de 1 % (probablement aux environs de 0,2 %) des flux financiers illicites est saisi et gelé.

Le rapport de l'ONUUDC indique que les recettes de la criminalité (hors évasion fiscale) s'élèveraient à 2 100 Md\$ (environ 1 500 Md€), soit 3,6 % du PIB mondial en 2009. Les recettes du crime sont généralement plus élevées dans les pays en développement, en pourcentage de leur PIB. L'argent tend ensuite à être blanchi à l'étranger.

L'argent issu du crime organisé transnational, comme le trafic de drogue, la contrefaçon, le trafic d'êtres humains ou le trafic de petites armes, représenterait 1,5 % du PIB mondial. 70 % de cette somme aurait été blanchie, d'après l'ONUUDC, ce qui rend plus difficile son identification.

Le trafic de drogue est le secteur le plus rentable : il représente à lui seul la moitié des gains du crime organisé transnational. « L'étude a accordé une attention particulière au marché de la cocaïne, probablement la drogue la plus lucrative pour le crime transfrontalier. », note l'ONUUDC. Les recettes des producteurs de cocaïne dans les Andes sont estimées à 1 Md\$. La majeure partie de l'argent dégagé revient donc en Amérique du Nord (35 Md\$), puis en Europe de l'Ouest et centrale (26 Md\$). Près des deux tiers des profits issus de ce trafic pourraient avoir été blanchis en 2009, d'après l'ONUUDC.

Le temps de la face noire de la mondialisation est venu. Il n'est plus question de Cassandres universitaires effrayées devant un avenir hypothétique, mais de phénomènes récurrents. La finance mondiale en est-elle victime ou complice ?

NOTE

1. Sur cette crise, voir : Gayraud (2008 et 2009). En anglais, voir un ouvrage important : Calavita, Pontell et Tillman (1997).

BIBLIOGRAPHIE

CALAVITA K., PONTELL H. N. et TILLMAN R. H. (1997), *Big Money Crime, Fraud and Politics in the Savings and Loan Crisis*, University California Press.

GAYRAUD J.-F. (2008), « Crises financières : la dimension criminelle », *Défense nationale et sécurité collective*, décembre.

GAYRAUD J.-F. (2009), « La dimension criminelle de la crise des subprimes », *Diplomatie*, hors-série, n° 8, avril-mai.

PONS N. (2009), « La crise des subprimes : une aubaine pour les criminalités ? », *Les Cahiers de la sécurité*, n° 7, janvier-mars.

STUCKLER D., KING L. et MCKEE M. (2009), « Mass Privatisation and the Post-Communist Mortality Crisis : a Cross-National Analysis », *The Lancet*, vol. 373.